

Le déficit commercial structurel atténué l'optimisme de la DEPF



Le ministère de l'Économie et des Finances vient de publier sa Note de conjoncture du mois de Novembre 2018, réalisée par la DEPF.

Avec des conclusions quasi-similaires à toutes les études économiques récurrentes, ces notes permettent de suivre mois par mois les agrégats macro-économiques dont la santé financière de l'État certes, mais aussi et surtout aller plus dans le comportement sectoriel de l'économie.

C'est le cas précisément de la note de conjoncture en question qui insiste sur la consolidation d'embellies sectorielles, reflétant la résilience de l'économie nationale, à quelques défaillances près.

En effet, la présentation générale de la situation économique conclut sur le fait que « le profil de la conjoncture économique du mois de novembre montre des signes fermes de consolidation de la relance qui sont adossés à des performances sectorielles positives.

Cette évolution est effective au niveau du secteur primaire qui poursuit son raffermissement, propulsé par l'orientation positive de la campagne agricole 2018-2019 et l'amélioration de la performance du secteur de la pêche concrétisée par l'atténuation du repli du secteur de la pêche à -5,1% à fin septembre...», sauf que pour octobre, le taux d'évolution n'est pas donné dans la note actuelle de novembre. Cette dernière bonne nouvelle est confortée par le paraphe avec l'Union Européenne de l'accord de pêche étendu à l'ensemble du territoire national.

Le reste à l'avenant

Pour la Direction des Études et des Prévisions Financières, DEPF, le secteur secondaire reste sur une évolution positive, profitant particulièrement des bons résultats de l'industrie extractive et celle manufacturière, au moment où le secteur du BTP affiche des signes de redressement, comme en témoigne l'atténuation du repli des ventes de ciment à fin septembre 2018 à -2,7%. Sauf que la note de conjoncture de novembre devrait s'appuyer sur les chiffres d'octobre !

En chiffres, les industries ont crû de +3% à fin juin, celles de l'extractif de +6% à fin septembre et celle de l'énergie électrique de +7,5% à la même date.

Par ailleurs, le secteur tertiaire continue à profiter de la vigueur des activités liées au tourisme, aux transports et aux télécommunications.

Le comportement favorable du secteur touristique se traduit par des arrivées en augmentation de +8% à fin septembre, quand les passagers de l'aérien ont crû de +10,2%. Mais aussi l'activité des télécommunications avec un parc mobile en augmentation de +4,7% à fin juin. C'est encore la différence entre les dates de ces chiffres, qui affecte quelque peu la cohérence la tendance annoncée par la note de conjoncture.

Une statistique de juin ne pouvant conforter ni confirmer d'autres de septembre.

Par contre, la vigueur de la consommation des ménages, dans un contexte de maîtrise de l'inflation et d'amélioration de la situation du marché de l'emploi, reste un argument fort de la croissance économique. Celle-ci est le résultat de l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages grâce à une évolution relativement maîtrisée des prix à la consommation, soit une inflation de +2,1% à fin septembre.

Mais aussi à la création de 104.000 emplois rémunérés au T3-2018. La traduction de cette dynamique se traduit par la bonne tenue des crédits à la consommation, en croissance de +5,6% à fin septembre. L'autre argument de croissance économique, soit l'effort d'investissement, connaît lui aussi une bonne tenue. Il se traduit par la dynamique des importations de biens d'équipement et de demi-produits. Et de l'importance des crédits à l'équipement à +4,1% à fin septembre, par des importations des biens d'équipement à +8,8% à fin octobre, des IDE à +42% à fin octobre et de l'investissement budgétaire à +2,2% à fin septembre 2018.

Encore une fois ces pourcentages, non corrélés dans le temps, ne peuvent traduire une continuité ou une régularité dans l'appréciation de la conjoncture. C'est ce que traduit tout particulièrement le taux de la croissance des IDE qui ont, cer-

tes, augmenté de 42% du fait de l'opération de cession de Saham Finances à Sanlam Emerging Markets, de 2 milliards de dollars, soit 20 milliards de dirhams, une opération exceptionnelle à tout point de vue. De la situation économique du Maroc sur les 10 premiers mois de 2018 ressort une amélioration du taux de couverture de la balance commerciale.

Car, l'offre exportable, particulièrement celle relevant des secteurs des phosphates et dérivés, de l'automobile, de l'agriculture et de l'agro-alimentaire s'améliore.

Bien que celle-ci, comme le précise la note de conjoncture du ministère des finances, reste insuffisante pour contenir le déficit commercial dont l'aggravation continue d'être alimentée, entre autres, par la hausse des importations énergétiques et des achats de biens d'équipement.

Finances publiques, les mêmes causes...

C'est le cas également de la situation des finances publiques qui a enregistré une légère détérioration à fin septembre 2018, avec un déficit budgétaire aggravé de 3 milliards de dirhams, à 26 milliards de dirhams.

Les causes de cette dégradation résultent, d'une part, d'une forte croissance des dépenses globales et, d'autre part, d'une progression moins rapide des recettes ordinaires, notamment dans leur composante fiscale.

Et c'est normal qu'un budget, dont les dépenses s'aggravent et les recettes s'amenuisent, creuse son déficit. Enfin la croissance moins vigoureuse de l'économie mondiale explique en partie certaines insuffisances de l'économie nationale.

En effet, dans la Zone euro, la croissance continue, mais avec moins de dynamisme, dans un contexte marqué par la persistance de risques baissiers.

L'Euro s'affaiblit à 1,13 dollar au 13 novembre, soit son plus bas niveau depuis juin 2017 et pour le pétrole, le Brent retombe à 64 dollars au 13 novembre, son plus bas niveau depuis mars 2018...

Afifa Dassouli